

Convention collective

IDCC : **8434 | EXPLOITATIONS AGRICOLES, ETAF ET CUMA**
(Franche-Comté)

(1^{er} novembre 1998)

(Étendue par arrêté du 11 juin 1999,
Journal officiel du 23 juin 1999)

Avenant n° 7 du 11 octobre 2019

NOR : AGRS2097005M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles FRSEA de Bourgogne-Franche-Comté ;

Fédération régionale CUMA de Bourgogne-Franche-Comté ;

Entrepreneurs des territoires Franche-Comté,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union régionale CFDT de Bourgogne-Franche-Comté ;

FGTA FO ;

SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet de définir les modalités de gestion des sommes résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité, tel que prévu à l'article 15 de l'accord de prévoyance des salariés agricoles non-cadres de Franche-Comté du 25 septembre 1998 modifié.

En complément des dispositions du présent avenant, les organisations syndicales et professionnelles agricoles s'engagent à assurer le suivi des sommes collectées ainsi que des modalités de gestion de ce fonds.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif de prévoyance dont doivent bénéficier les salariés relevant de l'accord de prévoyance des salariés agricoles non-cadres de Franche-Comté du 25 septembre 1998 modifié, et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Article 1^{er} | *Gestion locale des fonds résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité au titre de l'accord de prévoyance du 25 septembre 1998 modifié*

Il est ajouté à l'accord du 25 septembre 1998 modifié susvisé un article 15.1 intitulé « Gestion des fonds résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité », rédigé comme suit :

« Article 15.1 | *Gestion des fonds résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité*

Conformément aux dispositions du présent accord, il est institué, dans le cadre du régime de prévoyance, un fonds social qui a pour finalité de mettre en œuvre le principe de solidarité établi par les organisations syndicales et professionnelles agricoles signataires de l'accord interdépartemental.

Le salarié ou ses ayants droit peuvent constituer une demande d'aide au titre de la solidarité auprès de la "Commission paritaire locale de pilotage du fonds social", telle que définie à l'article 15.1.2 ci-après.

Afin de simplifier et d'organiser le fonctionnement du fonds social, ainsi que la gestion des actions qu'il finance, les parties ont souhaité adopter les dispositions suivantes :

Article 15.1.1 | *Financement du fonds social*

Conformément à l'article 15 du présent accord, le fonds social est alimenté à hauteur de 1 % des cotisations, nettes de frais et chargements de gestion, appelées par les organismes assureurs auprès desquels les exploitations et entreprises ont souscrit des contrats collectifs de prévoyance dans le cadre du présent accord.

Article 15.1.2 | *Commission paritaire locale de pilotage du fonds social*

Afin d'assurer la parfaite sécurité juridique de la gestion du fonds ainsi constitué, il est institué une "Commission paritaire locale de pilotage du fonds social", issue de la commission paritaire de suivi du présent accord.

Les membres de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social ont compétence pour mettre en œuvre les actions de ce fonds selon les conditions définies à l'article 15.1.4 du présent accord.

Article 15.1.3 | *Composition de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social*

La commission paritaire locale de pilotage du fonds social est composée des organisations syndicales de salariés signataires de l'accord de prévoyance des salariés agricoles non-cadres de Franche-Comté du 25 septembre 1998 modifié, à raison d'un titulaire et d'un suppléant, et d'un nombre égal de membres désignés par les organisations professionnelles agricoles signataires.

Le suppléant ne fait partie de ladite commission qu'en l'absence du titulaire.

Un président et un secrétaire général sont désignés pour un mandat annuel, respectivement et en alternance dans chacun des collèges employeurs et salariés.

Article 15.1.4 | *Attributions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social*

La commission paritaire locale de pilotage du fonds social, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, est chargée de contrôler la bonne affectation des actifs du fonds social effectuée par les organismes assureurs auprès desquels les exploitations et entreprises ont souscrit des contrats collectifs de prévoyance, et d'examiner les demandes d'action sociale qui lui sont soumises par ces organismes.

Les décisions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social sont prises selon les dispositions relatives à la conclusion des accords de branche prévues par le code du travail.

Article 15.1.5 | Réunions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social

La commission paritaire locale de pilotage se réunit au moins une fois par an, et sur saisine d'une partie signataire de l'accord régional, sur convocation du président ou du secrétaire général de ladite commission.

Lors de cette réunion, ladite commission reçoit les rapports d'activité, les comptes de résultats et les bilans du fonds social établis par les organismes assureurs à cet effet. »

Article 2 | Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur au premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension.

Article 3 | Dépôt et extension

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à École-Valentin, le 11 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)